

13 juin 2021 - Sud Ouest du 11 juin 2021



Denise Cassou, présidente du Collectif vigilance LGV Gironde, et Dominique Orgeron, dont la maison à Landiras sera rasée si la LGV voit le jour. © Crédit photo : J. J.

En annonçant que l'État financera la moitié du chantier de la LGV Bordeaux-Toulouse, le Premier ministre a rallumé le feu de la contestation et replacé ce sujet vieux de plus de quinze ans au centre des enjeux de campagne des élections régionales

« La LGV sera un des points majeurs de la campagne », a déclaré le 24 avril dernier dans [« Sud Ouest »](#)

le président de la région Nouvelle Aquitaine Alain Rousset. Le candidat socialiste en course pour un cinquième mandat, défenseur du train à grande vitesse vers l'Espagne et vers Toulouse, ne croyait peut-être pas si bien dire. Quatre jours plus tard, [le Premier ministre Jean Castex annonçait que l'État s'engage à hauteur de 4,1 milliards d'euros](#)

pour financer la ligne à grande vitesse (LGV) entre Bordeaux et Toulouse. De quoi rallumer le feu de la contestation contre cette ligne qui découpera en deux le territoire du Sud Gironde et au-delà.

« Cette annonce a fait réagir à nouveau la population locale. Les gens pensaient que c'était

abandonné. Mais le Premier ministre a été efficace pour nous mobiliser à nouveau », commente le couple Dominique Orgeron et Dominique Bimboire. Leur maison dans les bois de Landiras se situe exactement sur le tracé de la LGV arrêté lors de la déclaration d'utilité publique en 2016. « On sera exproprié et la maison sera rasée », poursuivent les apiculteurs à la retraite qui viennent de raccrocher la grande banderole « LGV projet inutile et ruineux » au bord de la route départementale.

« À l'heure des alliances pour le second tour, les anti LGV regarderont de près l'attitude des écologistes »

« Ça peut se réaliser »

À leur côté, Denise Cassoux, présidente de l'association Landes attitude environnement (LEA) et présidente du Collectif vigilance LGV Gironde, a repris son bâton de pèlerin. « Le jour de la déclaration de Castex, on a été submergé d'appels et de messages. Il y a un effet d'annonce pour les élections, mais cela ne nous laisse pas indifférents. Ça peut être autre chose qu'une promesse, ça peut se réaliser. »

Tête de liste aux élections régionales, l'écologiste Nicolas Thierry a repris la balle au bond. [Début mai, il s'est rendu à Landiras](#) pour dire toute son opposition à ce projet jugé « ni sérieux, ni respectueux, qui va coûter 8 milliards d'euros et détruire des milliers de hectares de terres agricoles et d'espaces naturels. » À l'heure des alliances pour le second tour, les anti LGV regarderont de près l'attitude des écologistes, ex-membres de la majorité à la Région.

Pour un meilleur affichage sur mobile, [cliquez sur ce lien](#) .

Car de son côté, Alain Rousset a déjà affûté ses arguments : « Dans toutes les autres régions de France, il y a deux lignes ferroviaires. Ici, on n'en a qu'une pour les voyageurs et le fret. Quand on combat le réchauffement climatique, comment peut-on accepter que 10 000 camions

traversent chaque jour la région ? »

« Vu la conjoncture actuelle, nous sommes très surpris de voir ces milliards qui sortent du chapeau »

Les candidats interpellés

« Dans un souci de meilleure information des électeurs-contribuables », la Coordination vigilance LGV demande aux têtes de listes de prendre position publiquement sur le projet. Un courrier leur a été envoyé le 30 mai dans lequel est rappelé l'avis défavorable rendu par l'enquête publique de 2014. Mais aussi le financement supplémentaire nécessaire de 4,1 milliards d'euros que devront trouver les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie et les métropoles de Bordeaux et Toulouse. Une taxe sur les bureaux, comme pour le projet Grand Paris Express, est envisagée.

« Nous avons laissé un délai, jusqu'au 12 juin, pour qu'ils répondent. Leurs positions seront ensuite publiées sur [notre site internet](#) », fait savoir Denise Cassou.

Autre association opposée à la LGV, Landes Graves viticulture environnement en Arruan (LGVEA), dont le siège est à Saint-Médard-d'Eyrans, a elle aussi interrogé les candidats par courrier. Les têtes de listes aux régionales, mais aussi les candidats aux départementales des territoires traversés par la ligne.

« Vu la conjoncture actuelle, nous sommes très surpris de voir ces milliards qui sortent du chapeau », commente Michel Lopez. Le président de LGVEA rappelle que le recours contre l'aménagement ferroviaire au Sud de Bordeaux, porté devant le Conseil d'État n'a toujours pas été purgé. Mais il s'agit là du dernier rempart juridique, tous les autres sont tombés. L'association attend la position des candidats qu'elle compte également rendre publics sur [son blog](#)

**Les têtes de listes ont pris position**

Tête de liste les Républicains, Nicolas Florian est favorable à la LGV, tout comme Geneviève Darrieussecq qui conduit la liste de la majorité présidentielle. Au Rassemblement national, Edwige Diaz est pour, « à condition qu'elle soit vraiment financée par l'État et par l'Europe ». Dans le camp de ceux qui veulent faire dérailler le projet, on retrouve le Mouvement de la ruralité d'Eddie Puyjalon et la liste d'union France insoumise et Nouveau parti anticapitaliste (NPA) de Clémence Guetté, qui veut financer la gratuité des transports « [en stoppant notamment le projet de LGV Bordeaux-Toulouse](#)

».